

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (2008)
Heft: 1775

Artikel: L'illusion d'une révolution de palais : derrière l'idylle populaire avec EWS, les trois partis gouvernementaux évitent de prendre leurs responsabilités
Autor: Gavillet, André
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1012452>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 18.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

L'illusion d'une révolution de palais

Derrière l'idylle populaire avec EWS, les trois partis gouvernementaux évitent de prendre leurs responsabilités

André Gavillet (13 avril 2008)

L'impressionnant soutien, spontané-organisé, dont a bénéficié la conseillère fédérale Eveline Widmer-Schlumpf donne à son mandat, après la légitimité de son élection parlementaire, une légitimité populaire directe.

Cent jours après la mise en place du «nouveau» Conseil fédéral, on nous assure que le ton des séances a changé. Christoph Blocher prenait beaucoup de place et parlait fort. Mme Widmer-Schlumpf, droite dans ses convictions, n'élève pas la voix et sait écouter.

Enfin, la révolution de palais du 12 décembre (ne pas réélire le vainqueur des élections) a sauvégardé la proportionnelle. Une UDC a remplacé un UDC. La majorité de l'Assemblée fédérale n'a pas abusé de sa victoire.

Tout semble concourir pour conforter la situation nouvelle: l'approbation populaire, le fonctionnement du collège, le respect de la proportionnelle. Quant aux soubresauts de l'UDC, excluant Mme Widmer-

Schlumpf, ce sont ses affaires internes.

Ce tableau euphorique et édulcorant consiste à éluder les vrais choix politiques. En réalité, le 12 décembre ce n'est pas seulement un trublion qui n'a pas été réélu. C'est un style politique, un programme, qui a été désavoué. L'UDC a été rejetée dans l'opposition. Si, au lieu d'élire Mme Widmer-Schlumpf, le siège avait été rendu au PDC, au détriment de la proportionnelle, le changement d'orientation aurait été clair et devrait être assumé. C'est une illusion de croire qu'on peut se dérober.

Les citoyens sont en droit d'attendre que les trois partis désormais au pouvoir (PRD, PDC, PS) s'organisent pour répondre à la situation. Les points de convergence, à défaut d'un programme commun, ont déjà été répertoriés: famille, recherche, relations avec l'Union européenne. Les points de divergence sur les assurances sociales mériteraient que soient mises sur pied des discussions tripartites.

Mais, dans l'immédiat, il faut une entente pour empêcher l'UDC, forte de son groupe parlementaire imposant, de manœuvrer pour faire échouer les compromis passés entre les «trois gouvernementaux». Cela suppose une responsabilité accrue pour les commissions où peuvent s'élaborer les accords et les concessions calibrées. Responsabilité accrue, aussi, du Conseil des Etats, à l'abri des manœuvres UDC.

Cette politique présupposerait que les «trois gouvernementaux» fassent connaître publiquement qu'ils assument leurs responsabilités nouvelles et qu'ils mettent en place les outils de coordination. Hélas! Il semble que les comportements invétérés soient les plus forts. Une coordination à trois est jugée compromettante si elle devait être affichée. C'est pourquoi on dresse un tableau idyllique: le peuple est content, Mme Widmer-Schlumpf à sa place et le Conseil fédéral au boulot. Tout va très bien. La révolution n'était que de palais.